

Gauche, jeunesse et projet politique

Un entretien avec Rena Dourou

L'entretien avec Rena Dourou a été réalisé par Michel Vakaloulis à Athènes le 20 décembre 2011. Rena Dourou est membre du secrétariat politique, responsable de la politique européenne de Synaspismos et vient d'être élue députée de Syriza

Qu'est-ce qui vous frappe le plus dans l'évolution de la situation socio-économique de la Grèce, qui se trouve aujourd'hui au bord de la faillite ?

Rena Dourou – D'abord, il n'y a pas de bonnes surprises, la vie quotidienne ne cesse de se détériorer. À tel point que rien n'est plus surprenant, comme si le pays vivait sans relâche la chronique d'une mort annoncée. Parmi les mauvaises surprises, on peut retenir la fameuse phrase de Théodoros Pangalos [vice-Premier ministre du gouvernement Papadémos et numéro deux du Pasok] : « Nous l'avons mangé ensemble » [l'argent de la dette]. Cette phrase condense, à elle seule, un état d'esprit diffus qui pèse lourdement sur les représentations des citoyens face à la crise.

Beaucoup de mes compatriotes considèrent que Théodoros Pangalos est un personnage politique insolite, fantasque, grossier, qui lance régulièrement des phrases provocatrices. Pourtant, il n'a pas simplement prononcé une énième phrase cynique. En fait, il a bien calculé son propos en envoyant un redoutable coup de poing dans le ventre des citoyens Grecs, à la fois pour les intimider et pour donner du temps au gouvernement. Sa formule a suscité des réactions et des divisions, y compris au sein de la gauche. Comment un homme politique de premier rang, au physique particulièrement « pléthorique », vivant une condition sociale privilégiée, se permet-il d'interpeller le simple citoyen en l'accusant de complicité dans le gaspillage ?

Or, Théodoros Pangalos avait bien monté son « coup » : il a réussi à titiller l'inconscient du fonctionnaire lambda en lui rappelant qu'il avait obtenu,

éventuellement, son poste non pas selon son mérite mais en échange d'un soutien électoral apporté à l'un des deux partis dominants qui alternent au pouvoir. En même temps, il a donné un excellent argument aux journalistes et aux médias dominants qui soutiennent le Mémorandum, spontanément enclins à décréter que tous les Grecs sont « coupables » d'avoir omis d'établir une facture de leurs travaux de plomberie !

Cette mauvaise surprise est indicative de la manière dont les choses évoluent en Grèce. Elle explique, du moins en partie, pourquoi les réductions drastiques des retraites et des salaires, les mesures fiscales qui ruinent les couches populaires, la répression et la crise de la démocratie qui recouvre la crise économique continuent à fonctionner et à neutraliser les résistances des citoyens et des forces politiques qui s'y opposent. Encore faut-il rappeler que la détérioration des conditions d'existence ne suscite pas automatiquement des mouvements de contestation, comme le présument à tort certaines organisations d'extrême gauche. La « tolérance » des masses et la « passivité » des partis progressistes jouent un grand rôle dans l'Histoire !

Quel bilan provisoire peut-on dresser des multiples mobilisations collectives (grèves nationales, manifestations syndicales, irruption des Indignés, etc.) contre la politique du Mémorandum en Grèce au cours des deux dernières années ?

Rena Dourou – Le pays a connu de fortes mobilisations et des mouvements inédits tout au long de cette période, sans réussir pour autant à inverser le cours des choses. Comment cela pourrait être autrement ? D'une part, les grands intérêts économiques et politiques, ainsi que leurs soutiens médiatiques, sont extrêmement puissants. D'autre part, la société grecque manque d'expérience et doit beaucoup apprendre sur les mouvements sociaux. La politisation de la gauche elle-même est partisane au lieu d'être sociale. Tous ceux qui participaient aux différentes initiatives des forums sociaux apparaissaient presque « pittoresques » aux yeux de l'opinion publique. Au risque de heurter la sensibilité de certains syndicalistes et/ou dirigeants de gauche, je pense que toute cette action collective, y compris le mouvement des Indignés, constitue une sorte de maturation mouvementiste nécessaire pour passer à une nouvelle étape.

Le hic avec ce type de considérations est que la capitalisation politique des luttes n'est ni linéaire ni cumulative. Une éventuelle prise de conscience risque de se volatiliser dans la résignation suscitée par la crise ou dans le consumérisme ambiant en train de se muer en privation des besoins vitaux des individus.

Rena Dourou – Je suis d'accord sur le constat. Il est difficile d'y apporter une réponse objective, étant moi-même responsable nationale d'un parti radi-

cal de gauche qui va célébrer en 2012 ses vingt ans d'existence. Mais c'est la première fois depuis mon adhésion au parti que les citoyens regardent vers nous en attendant des propositions et des solutions concrètes. Mon impression est qu'une capitalisation non instrumentale de l'expérience des luttes tend à s'enraciner. Ni parti protestataire ni bouée de sauvetage d'une social-démocratie en déperdition historique, la gauche radicale semble en train de regagner l'avantage moral qu'elle avait perdu durant les années de l'insouciance nationale et sociale dont les Jeux olympiques de 2004 représentent le moment culminant.

Comment transformer cette prédisposition positive des citoyens en soutien actif de votre projet politique, au-delà d'un éventuel renforcement électoral ?

Rena Dourou – Le pari actuel est fondamental. Nous sommes crédités par l'opinion d'avoir mené jusqu'ici une politique d'opposition intransigeante sur tous les fronts, y compris dans le Parlement grec et le Parlement européen. Nous sommes aussi crédités d'une maturité en ce qui concerne nos rapports avec les autres partis de la gauche. En fait, notre appel à l'unité n'est pas motivé par des considérations d'ordre communicationnel mais renvoie à des besoins politiques urgents. Surtout pendant cette période de crise sociale et politique aiguë qui exige de tous les dirigeants de la gauche de donner une réponse claire aux politiques de rigueur menées par les gouvernements successifs de MM. Papandréou et Papademos.

En même temps, on ne saurait oublier que les citoyens se méfient des organisations politiques traditionnelles. Les jeunes de vingt ans, qui ont grandi avec les médias sociaux, ne peuvent pas se réunir dans des bureaux tris-tounets pour écouter le rapporteur du parti et se contenter de lui poser des questions avant de partir. L'enjeu crucial à l'heure actuelle est de prendre acte que les gens ne viendront pas spontanément vers nous, puis d'effectuer le mouvement inverse en allant vers eux. Le pari est loin d'être gagné, mais les conditions de la réussite sont réunies pour transformer la sympathie en vote de confiance.

Toutefois, la question n'est pas simplement de renforcer électoralement la gauche radicale, mais d'affirmer son rôle comme levier indispensable pour amorcer des recompositions sociales et faire émerger des mouvements de solidarité susceptibles de peser sur le rapport de forces global en faveur des dominés.

Rena Dourou – La gauche de transformation sociale est confrontée à une contradiction redoutable. D'une part, l'organisation politique traditionnelle n'est ni attractive ni efficace. D'autre part, le mouvement des Indignés ou les manifestants d'Occupy Wall Street posent la fameuse question de la représen-

tation politique à partir d'une démarche de démocratie directe. Or, parler de parti politique, c'est déjà parler de médiation, voire de re-présentation.

Paradoxalement, les forces de gauche qui se projettent avec optimisme dans ces mouvements citoyens, applaudissent quelque chose qui va à l'encontre de leur existence, qui essentiellement les invalide. Leur tâche historique n'est pas d'aplatir ni d'exercer une hégémonie sur les pratiques de la démocratie directe. Mais comment faire passer une telle expérience contestataire par les urnes pour se renforcer et intervenir dans la bataille politique et législative ? En l'absence d'une accélération dans le processus de maturation de notre fonctionnement en tant qu'organisation politique, le grand risque est de manquer le rendez-vous historique avec la nouvelle radicalité qui s'exprime aujourd'hui dans la société.

Que faudrait-il changer alors sur le plan organisationnel ?

Rena Dourou – Il faut d'abord admettre que les hommes qui vivent dans une situation déterminée ne sont pas forcément capables de se hisser à la hauteur de la conjoncture historique et de trouver la solution. Peuvent-ils le faire effectivement ? La réponse que l'on peut donner en tant que politologues est fondamentalement incertaine. On ne saurait demander à notre parti d'avoir les mêmes réflexes comme s'il était fondé hier : sa structure partisane est typique des années 1980. Il était d'ailleurs le premier parti grec à avoir construit un site sur Internet, même si, depuis, les autres partis ont largement comblé le retard. Il a démontré à maintes reprises sa pertinence d'ausculter les secousses du social, la colère de la jeunesse, le malaise du pays.

Or, la mise en œuvre des politiques alternatives fait cruellement défaut. La prise des responsabilités et la distribution des tâches au sein de l'organisation sont à l'image d'un Conseil des ministres ou de la Commission européenne. Il s'ensuit que le parti ne dispose pas suffisamment de capteurs pour saisir des choses qui se trouvent en dehors de lui. Même notre organisation de la jeunesse reproduit les mêmes défauts.

En particulier, Synaspismos a mis du temps à réaliser que les médias sociaux ne sont pas des outils « apolitiques », aisément assimilables aux *life styles*. Il faut se rappeler que la nouvelle de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos en décembre 2008 fut d'abord diffusée sur *Twitter*, ce qui a réduit la possibilité d'une manipulation policière de cet événement tragique. La perte de temps symbolique se paie cash, tant il est vrai que la synchronie en politique est primordiale.

Il en est de même de la nécessité de changer la structure organisationnelle en instaurant l'horizontalité dans les processus de prise de décision et de réalisation des projets et des objectifs. En fin de compte, ce qui pourrait sauver Synaspismos, c'est une articulation plus souple de ses composantes. Ce qui était autrefois une tare, dans la mesure où la souplesse impliquait l'inaction, peut devenir actuellement un atout pour prendre des initiatives décentralisées.

La prolifération de telles initiatives peut influencer positivement sur le fonctionnement de l'organisation.

Les cadres « professionnels » du parti, par ailleurs, devraient suivre plus systématiquement sur Internet les mobilisations émergentes et les problématiques qui interfèrent avec leur champ de responsabilités au lieu de gérer leur « domaine » comme s'il s'agissait d'un ministère. Cela témoigne d'une mentalité dépassée, qui n'est pas en phase avec les exigences de la société actuelle. C'est pourquoi il faut que cela change au plus vite ! La rotation des places et des fonctions dans l'organisation est aussi souhaitable pour éviter la coupure avec la vie réelle et les inévitables méfaits de la routinisation de l'action.

Et concernant la question de la communication politique ?

Rena Dourou – C'est une longue histoire ayant trait à la diabolisation de la communication et de la publicité par la gauche, non seulement en Grèce mais partout dans le monde occidental. Cette attitude empêche de créer des ponts entre le parti et l'opinion, en contournant et détournant le système médiatique dominant. En fait, politique et communication sont inséparables. Il est impossible d'avoir une stratégie de communication en l'absence d'un message politique. Mais pour exister, ce message doit être porté par des formes appropriées. Il ne s'agit pas de changer la couleur des yeux de l'interlocuteur, mais de les faire briller.

La gauche a ainsi perdu une occasion de paraître comme une force d'innovation, de changement, de renversement, à la fois sur la forme et sur le contenu. Une force de renouveau capable de relever les défis du rajeunissement et de la féminisation du militantisme politique, capable aussi de recruter parmi les couches populaires et non seulement parmi la petite bourgeoisie intellectuelle qui représente la principale composante électorale et militante du Synaspismos. De ce point de vue, la composition de notre parti est complémentaire à celle du KKE [Parti communiste grec] dont la sociologie électorale se remarque par la prédominance de la classe ouvrière traditionnelle.

La question de la jeunesse mérite une attention particulière. Comme le disait Gramsci, les directions de parti tendent à se reproduire à l'identique au sein des organisations politiques de jeunesse. Mais le cours des choses n'est pas toujours linéaire, il est aussi marqué par des ruptures, des discontinuités. La conjoncture actuelle fera peut-être émerger une jeunesse militante « désobéissante » à l'égard du parti, capable de conférer un sens nouveau à l'engagement politique et de réinventer l'action collective.

Comment recomposer l'axe porteur de la politique à partir des préoccupations de la nouvelle génération ?

Rena Dourou – Il faut se rappeler que le Synaspismos est le seul parti grec qui reconnaît dans ses statuts l'existence de tendances. Mais au fil du temps,

les tendances ont cessé de représenter des courants d'idées pour devenir des regroupements d'affinités personnelles. La tendance majoritaire du parti a reproduit l'organisation de jeunesse, à tel point que dans les initiatives et les festivals de nos jeunes militants sont complètement absents des intervenants provenant des tendances minoritaires. Cela explique pourquoi les pathologies du parti sont passées dans l'organisation de la jeunesse et vice versa.

Dans ces conditions, comment réajuster l'organisation politique aux besoins de la société ? En particulier, comment renouer politiquement avec les jeunes salariés, les chômeurs, les précaires, au-delà de la jeunesse étudiante ? Il est extrêmement difficile de changer ce fonctionnement conventionnel, a fortiori dans un contexte marqué par l'engouement de la société grecque pour l'emploi public et la suspicion de la gauche à l'égard du « secteur privé ».

Toutefois, le lien du parti avec les mouvements sociaux, qui apparaît aujourd'hui évident, était autrement un choix stratégique qui rencontrait de terribles résistances au sein du parti au nom de stéréotypes traditionnels (collectifs « bariolés », désorganisation, etc.). Mais l'organisation de jeunesse de Synaspismos a su dépasser tous ces obstacles et participer aux mobilisations altermondialistes et aux différentes éditions du forum social. Cela montre que de nouveaux champs de redéploiement politique sont possibles, à partir de choix stratégiques qu'il faudrait clairement assumer. De ce point de vue, la crise est une occasion singulière de revisiter les vrais besoins de la jeunesse grecque dont les revendications ont beaucoup de mal à émerger.

Comment impulser politiquement l'émergence de telles problématiques de lutte ?

Rena Dourou – Nous avons déjà lancé quelques initiatives, notamment en 2004 sur l'exploitation des stagiaires, puis sur la « génération des 700 euros ». Mais ces tentatives n'ont pas été suivies d'effets. Comment les inscrire alors dans une projection stratégique qui consiste à réactiver les résistances sociales contre la précarité et les différentes formes d'assujettissement du travail salarié ? En somme, il faudrait expérimenter des réseaux de solidarité, d'entraide, de projets partagés, d'informations alternatives. Des réseaux du XXI^e siècle qui sont à construire non seulement sur Internet, mais surtout dans le monde réel, en intervenant sur les problèmes de la vie quotidienne. L'enjeu est de taille, mais il vaut la peine. ■